

REFRACCIÓN LINGÜÍSTICA MATERIALISTA
REVISTA SOBRE **RACCIÓN**

**Expansion de l'espace sémantique :
le cas de l'augmentation du prix des transports publics
à Santiago du Chili**

Semantic Space Expansion:
The Case of the Public Transport Fare Increase
in the City of Santiago (Chile)

Fortunato Morales Ávila

(Grup d'Estudis del Discurs i de la Traducció de la Universitat Pompeu Fabra; Núcleo de Lenguaje y Política de la Universidad Diego Portales ; Collectif Programma)

fortunato.morales@upf.edu

Résumé

L'article analyse le conflit autour de « l'augmentation du prix des transports publics » de la ville de Santiago du Chili, en 2019 (précédant immédiatement la révolte populaire chilienne). En nous situant dans le cadre du Programme des programmes (Camus & Lescano, 2021), nous décrivons la composition d'un espace sémantique - et les entités qui le constituent - dont la caractéristique principale est sa dynamique expansive.

Nous verrons que l'espace sémantique du conflit s'est structuré, fondamentalement, sur des mécanismes de déplacement (changements de thème pendant le conflit) et d'assemblages (relations avec d'autres espaces sémantiques). Ces mécanismes ont déplacé la décision d'augmenter le prix des transports vers un terrain où l'annulation de cette décision s'est transformée en mesure presque absurde, étant donné le processus d'extension du conflit à l'ensemble de l'espace sociopolitique déjà à l'œuvre.

Mots-clefs

Chili - révolte populaire - transports publics - espace sémantique - conflit social - Programme des programmes

Abstract

This article analyzes the conflict over the "increase in the public transport rate" in the city of Santiago in 2019 (immediate antecedent of the Chilean popular revolt). Placing ourselves within the Program of programs (Camus & Lescano, 2021), we describe the composition of the semantic space of this conflict, which main characteristic is its expansive dynamics. We will see that this conflict was structured, fundamentally, through mechanisms of displacement (changes in the topics of the conflict) and coupling (relationship with other semantic spaces). These mechanisms moved the decision to increase the rate, initially based on technical arguments, to a place where the decision to withdraw this decision became practically absurd, given the extension of the conflict to the entire sociopolitical space.

keywords: Chile - popular revolt - public transport - semantic space - social conflict - Program of programs

Introduction

Les mobilisations sociales qui se sont développées depuis 2019 au Chili peuvent être considérées comme faisant partie d'un cycle mondial de « mal-être¹ » social qui a permis de rendre visibles les critiques et les résistances à l'ordre néolibéral et post-politique². Dans ce néolibéralisme, le Chili occupe une place particulière, que ce soit pour son rôle de laboratoire ou parce qu'il constitue un modèle d'exportation (Garretón & Garretón, 2010). Partant de cette prémisse, notre travail analyse le conflit qui a eu lieu autour de « l'augmentation du tarif des transports publics » dans la ville de Santiago. Ce conflit constitue l'antécédent immédiat de la révolte populaire chilienne (aussi appelée « explosion sociale ») qui a donné naissance à un processus de changement de la constitution politique en vigueur, considérée comme l'un des supports principaux du modèle néolibéral chilien (Araujo, 2019 ; Ruiz, 2020). Notre étude se situe dans le cadre du Programme des programmes (Camus & Lescano, 2021), qui puise ses sources dans la sémantique argumentative (Anscombe y Ducrot, 1983), dans les concepts provenant de l'analyse du discours, et en particulier celui de « formation discursive » développé par Foucault (1969) et Pêcheux (1975), ainsi que dans l'ontologie développée par Spinoza autour de la puissance d'agir. Ce programme de recherche est présenté dans l'introduction à ce numéro, où sont développés les concepts centraux et les notions théoriques indispensables à la compréhension de cet article. Notre analyse part du constat d'un processus expansif du conflit qui a été déclenché par une situation particulière, l'augmentation du prix d'un service public, et a ensuite dérivé jusqu'à la remise en question globale du système politique. Nous nous interrogeons donc sur les mécanismes sémantiques qui pourraient donner une certaine intelligibilité à ce processus. Nous verrons que l'espace sémantique du conflit se structure, fondamentalement, sur des mécanismes de déplacements et d'assemblages. Ce sont ces mécanismes qui ont permis de passer d'une décision d'augmenter le prix des transports, basée initialement sur des arguments techniques, à une situation dans laquelle le retrait de cette mesure est senti comme presque absurde, étant donné que le conflit était déjà en train de s'étendre à l'ensemble de l'espace sociopolitique. Notre corpus d'analyse est

1 Nous utilisons le terme « mal-être » en référence à la publication du PNUD (1998), qui a réalisé un diagnostic sur les premières années de la transition démocratique au Chili. Nous pensons que l'emploi d'un tel mot peut être étendu pour caractériser les cycles de mobilisation à l'échelle mondiale.

2 Des auteurs comme Rancière (1996), Mouffe (2007) ou Žižek (2008) ont développé le concept de post-politique pour référer à la manière selon laquelle le néolibéralisme, en revêtant une forme consensuelle et technocratique est devenu une politique hégémonique après la chute du Mur de Berlin.

constitué de plusieurs fragments de textes qui ont circulé dans la presse chilienne entre le 5 et le 19 octobre 2019.

1. Antécédents

Le conflit dit de « l'augmentation du prix des transports publics » correspond à une série de manifestations qui a eu lieu en 2019, après la décision, par les autorités nationales chiliennes, d'augmenter le prix du ticket des transports, dans la ville de Santiago. Les raisons évoquées par les autorités pour augmenter le prix des transports sont principalement de nature économique, niant, de ce fait, la responsabilité du gouvernement dans cette décision. Cet argument a été contesté par différents secteurs de l'opposition qui ont au contraire désigné le gouvernement comme principal responsable de l'augmentation du prix et des coûts du système des transports. Dans ces circonstances, des lycéens (qui avaient été quelques mois auparavant les protagonistes d'un affrontement avec les autorités du gouvernement à l'origine d'une mesure autorisant les directeurs d'établissements scolaires à expulser les élèves accusés d'actes de violence, et qu'ils avaient qualifiée de criminalisation des protestations) ont commencé à manifester contre l'augmentation du prix des transports par des actions de désobéissance civile. Parmi ces actions, a eu lieu la fraude dans le métro de Santiago.

2. Ouverture de l'espace sémantique : la raison technocratique d'un programme complexe

Les discours qui ouvrent la création d'un espace sémantique ont non seulement la particularité d'ouvrir la séquence d'énoncés qui vont faire partie du conflit, mais aussi de conditionner le dicible des discours qui leur succéderont dans l'évolution de la situation conflictuelle. Les discours qui ont ouvert l'espace sémantique de notre étude sont associés à la Résolution « Exenta 2733 ». La mesure, publiée le 1^{er} octobre 2019, rend compte de l'augmentation du prix des transports publics de la ville de Santiago, d'un changement de la grille tarifaire et du plafonnement des tarifs étudiant et senior. Sa diffusion a eu lieu le 4 octobre, par le biais des médias de communication, un jour avant sa mise en place. Voici un exemple d'information qui a alors circulé dans les médias :

(E1) Una nueva alza de la Red de Transporte Público Metropolitano fue anunciada por el Panel de Expertos durante esta tarde. [...] Los motivos que entregan para esta alza son la variación del precio del petróleo Diésel, el Índice de Precios al Consumidor, el incremento del costo de mano obra y la tasa de cambio, entre otros. [...] Además, según la resolución del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, se establece una nueva estructura tarifaria que aplica el incremento propuesto por el Panel de Expertos en los períodos Valle y Punta de Metro y Tren Central, y reduce la tarifa en horario Baja. [...] En este caso, la reducción de la tarifa baja será de \$30. Adicionalmente se extiende la duración del horario bajo de la mañana, reemplazando entre las 06:30:00 y las 06:59:59 horas al tramo de horario Valle. Para quienes viajaban en este tramo horario, la tarifa final se reducirá en \$80. [...] Ninguno de los cambios señalados afectará la tarifa que pagan los estudiantes y los adultos mayores. (4 de octubre de 2019, Panel de Expertos, *La Tercera*).

(E1) Une nouvelle hausse du prix du réseau de transport public métropolitain a été annoncée par un panel d'experts cet après-midi. [...] Les motifs entraînant cette hausse reposent sur le changement du prix du pétrole Diesel, sur l'Indice des Prix aux Consommateurs, sur l'augmentation du coût de la main d'œuvre et sur le taux de change, entre autres. [...] De plus, selon la résolution du Ministre des Transports et des Télécommunications, une nouvelle grille tarifaire est établie qui applique l'augmentation proposée par le panel d'experts aux zones de Valle et Punta de Metro et Tren Central, et réduit le prix pendant les heures creuses. [...] Dans ce cas, la réduction du tarif en heure creuse sera de \$30. De plus, la durée des heures creuses du matin est étendue, remplacée par la tranche horaire Valle entre 6h30 et 6h59 et 59mn. Pour ceux qui voyagent pendant cette tranche horaire, le tarif final sera réduit de \$80. Aucun des changements signalés n'affectera le tarif étudiant et senior. (4 octobre 2019, Panel d'Experts, La Tercera).

Nous pensons que des interventions discursives de ce type ont ouvert l'espace sémantique de ce conflit, conditionnant ainsi, au moins de trois manières, le cadre de la discussion sur l'augmentation du prix des transports publics :

Premièrement, par le caractère technique de l'entité (panel d'experts) qui a un mandat légal pour actualiser les tarifs. Deuxièmement, par les causes à l'origine de la hausse du prix, qui sont, comme le montre l'intervention discursive E1, en relation avec des données économiques (variation du prix du diesel, Indice des Prix au Consommateur, augmentation du coût de la main d'œuvre et augmentation du taux de change). Et troisièmement, par les mesures palliatives qui plafonnent les tarifs étudiant et sénior, et permettent de réduire les tarifs sur certaines plages horaires.

Ainsi, le recours à un organisme d'experts et la présentation de données économiques influençant l'augmentation du prix des transports publics ont pour effet d'écarter toute responsabilité du gouvernement dans la prise de décision. Selon cette logique, les autorités politiques ne doivent pas

intervenir sur la régulation du marché, mais laisser des experts prendre des décisions de cet ordre. De ce fait, la participation des autorités politiques serait conditionnée –troisième conditionnement du cadre de la discussion autour de la hausse du prix– à une participation limitée, uniquement justifiable lorsque le marché opère de façon inefficace. Cette situation se voit ici confirmée par les mesures palliatives retenues pour les étudiants et les séniors. Ce que l'on vient de voir pourrait être illustré sémantiquement au moyen des programmes P1, P2 et P3, que nous présentons ici :

- (P1) [décision d'experts → actualisation du prix]
- (P2) [augmentation des coûts du système → augmentation du prix]
- (P3) [augmentation du prix → bénéfices pour les usagers du système]

Ainsi, la configuration sémantique qui résulte de l'intervention de E1 peut être représentée au moyen des programmes P1, P2 et P3, et pourrait être mise en production par un discours comme *Puisque la décision d'augmenter le prix provient d'une décision d'experts, lorsque les coûts du système augmentent, le tarif doit être adapté ; malgré cette augmentation, certains usagers sont bénéficiaires.*

Nous pensons que la combinaison de ces trois programmes produit un effet de déresponsabilisation du gouvernement dans la décision, constituant une entité unique de sens, qui correspond à ce que Lescano (2021) appelle un « programme complexe ». L'expression sémantique du programme complexe PC1 pourrait être la suivante :

- (PC1) {**Le gouvernement n'est pas responsable de l'augmentation du prix des transports publics**}
- {(P1) [décision d'experts → actualisation du prix]
- (P2) [augmentation des coûts du système → augmentation du prix]
- (P3) [augmentation du prix → bénéfices pour les usagers du système]}

Le fait que la configuration sémantique corresponde à un programme complexe nous amène à réfléchir sur l'effort de légitimation que nécessite une décision de ce type. Concrètement, l'augmentation du prix d'un service ou d'un bien public demande une justification raisonnable (les données économiques), mais aussi un appui institutionnel d'une certaine autorité (panel d'experts) et encore, un composant technocratique qui masque sa dimension coercitive et, enfin, un ensemble d'actions qui limite sa remise en question (ne pas affecter certains groupes sociaux). Nous considérons que tous ces éléments sont présents dans le programme complexe PC1.

Comme nous l'avons signalé dans l'introduction de ce numéro, les programmes intègrent l'espace sémantique par le biais d'opérations. En ce sens, lorsque les énoncés opèrent pour la première fois sur un programme, ils installent dans l'espace sémantique la possibilité d'effectuer de nouveau la même opération sur ce même programme.

Ici, le programme complexe PC1 est installé dans l'espace sémantique par le biais d'une opération discursive de naturalisation, que l'on peut reconnaître dans les énoncés qui présentent une situation comme objective. C'est ce que l'on trouve dans l'énoncé (le premier du fragment E1) : « Une nouvelle hausse du prix du réseau de transport public métropolitain a été annoncée ». Comme le signale Lescano (2017), la naturalisation met en production le programme comme un fait désincarné, le présentant comme non polémique et purement informatif. Considérant cela, nous pouvons représenter sémantiquement le mode d'intervention M1, c'est-à-dire le programme complexe PC1 et l'opération discursive qui permet de l'installer, en le naturalisant, dans l'espace sémantique :

(M1) < naturaliser {le gouvernement n'est pas responsable de la hausse du tarif des transports publics} >

Le mode d'intervention M1, de ce fait, projette le programme complexe PC1 dans l'espace sémantique comme une action « du monde », faisant appel à une espèce de « raison technocratique »³, grâce à laquelle les actions faites par ceux qui sont considérés comme experts –qui ont la faculté de traduire les variables du marché par une actualisation du prix– sont perçues comme naturelles. Cette disposition ne laisse pas de côté l'application de réductions à certains groupes sociaux, qui se transforme en un mécanisme tactique légitimant la hausse du prix ; elle tente de renforcer sa capacité d'action dans l'espace sémantique, en limitant les possibilités de combat que pourraient contenir certains énoncés.

En somme, les faits économiques, la décision d'experts et l'application de réductions à certains groupes sociaux –présentés comme des données informationnelles– ont orienté la signification du conflit vers une absence de responsabilité du gouvernement, en cherchant à donner, de ce fait, une légitimité à l'augmentation du prix des transports. Nous verrons que cette tentative n'a pas obtenu

3 Pour un développement de l'idée de rationalité technocratique, nous nous appuyons sur les concepts de rationalité gouvernementale de Foucault (2007) et de rationalité néolibérale de Brown (2015).

l'efficacité attendue, face à l'apparition d'entités sémantiques qui désignent le gouvernement comme responsable de l'augmentation du prix des transports.

3. Déplacement : apparition de positions antagoniques

Dans la phase postérieure à celle que nous venons de voir, le conflit évolue vers un antagonisme ouvert à partir de l'apparition d'entités sémantiques qui désignent le gouvernement comme responsable de l'augmentation du prix des transports publics. Ces nouvelles possibilités discursives déplacent celles qui ont été installées par le programme complexe PC1, dont l'effet était justement de décharger le gouvernement de la responsabilité de la décision. Ce déplacement constitue la première étape de la dynamique expansive qu'expérimente l'espace sémantique du conflit chilien. Les énoncés qui suivent cette orientation, en plus de désigner les lois du marché comme responsables de l'augmentation du prix des transports, ont pointé les actions passées du gouvernement qui ont eu pour effet d'augmenter de coût du système et, par extension, du prix des transports publics. Cette situation se retrouve dans l'intervention E2 de Paola Tapia, Ministre des Transports :

(E2) Este nuevo incremento de la tarifa es consecuencia directa del retraso en la implementación de la licitación del transporte público capitalino. [...] Si se efectuaba una licitación, permitiría bajar un 20% el costo del sistema. [...] Como no se ha hecho, estamos subiendo esos costos. (6 de octubre de 2019, Paola Tapia, ex-Ministra de Transportes y Telecomunicaciones, *El Mercurio*.)

(E2) Cette nouvelle augmentation du tarif est une conséquence directe du retard de l'ouverture à la mise en concurrence du transport public de la capitale. [...] Si une mise en concurrence était effectuée, elle permettrait de réduire le coût du système de 20%. [...] Comme ça n'a pas été fait, nous augmentons ces coûts. (6 octobre 2019, Paola Tapia, ex-Ministre des Transports et Télécommunications, El Mercurio.)

Selon ce qu'on peut voir dans le fragment E2, l'augmentation du prix des transports publics est présentée comme « une conséquence directe du retard de l'ouverture à la mise en concurrence du transport public ». Une déclaration de ce type vise directement les décisions du gouvernement comme étant à l'origine de l'augmentation des tarifs, contrairement à ce que mettait en production le programme complexe PC1, par lequel la responsabilité revenait à des facteurs incontrôlés et externes aux autorités. En ce sens, la mise en circulation du discours E2 vient troubler l'effet global du programme complexe PC1 (la non responsabilité du gouvernement), ouvrant la possibilité de

placer les autorités du gouvernement en protagonistes et potentiels responsables du conflit. De cette manière, il apparaît que le discours E2, d'une part, configure des entités sémantiques qui limitent la puissance d'agir du programme complexe PC1 en cherchant à invalider son orientation vers la légitimation de l'augmentation des tarifs par l'absence de responsabilité du gouvernement, et d'autre part, met en circulation une entité sémantique qui responsabilise directement le gouvernement de l'augmentation du prix des transports. On peut alors supposer que E2 installe, dans l'espace sémantique de ce conflit, les éléments suivants :

(M2) < combattre [le gouvernement n'est pas responsable de l'augmentation du prix des transports publics] >

(P4) [action du gouvernement → les coûts du système des transports ont augmenté]

(M3) < investir [action du gouvernement → les coûts du système des transports ont augmenté] >

De ce fait, il y a un deuxième programme (P4) dans l'espace sémantique du conflit. Ce programme entretient un lien avec le programme complexe PC1, par une relation de « tension⁴ », puisqu'ils produisent des discours incompatibles entre eux. Ce que nous observons, de ce fait, c'est un premier moment, au cours duquel un antagonisme s'installe entre PC1 et P4, autour de la responsabilité du gouvernement dans l'augmentation du prix des transports. Cette reconfiguration constitue un déplacement de la discussion initiale, c'est-à-dire l'application possible d'une mesure qui apparaissait comme inévitable (par une justification technocratique), vers sa mise en tension avec la responsabilité gouvernementale et les démarches que les autorités n'ont pas entreprises pour éviter l'augmentation. Nous pensons que l'introduction de cette relation antagonique diminue le degré de stabilisation⁵ de PC1. Cela est devenu visible lorsque les porte-parole du gouvernement ont insisté sur le fait que l'augmentation du prix des transports étaient due à des facteurs externes, comme par exemple le prix des marchandises. Cette situation, comme nous allons le voir, met de nouveau en production le programme complexe PC1, mais avec certaines nuances en comparaison de sa première apparition, ce qui donne à voir le processus de déstabilisation dans lequel il est pris. Pour ce faire, observons à présent un fragment d'entretien du Ministre de l'Économie, Andrés Fontane, dans lequel il est fait mention des facteurs extérieurs à une décision du gouvernement :

4 Cette notion est développée dans Lescano (2015) et dans Camus (2020). Elle est présentée de manière synthétique dans l'introduction à ce numéro.

5 Voir à ce propos (Camus, 2020; 2022) et l'introduction à ce numéro.

(E3) Lo que ocurre es que estos servicios recogen lo que es la evolución de los costos de producción de los servicios, por ejemplo, el combustible. Y desgraciadamente el combustible ha subido de precio en el mundo. Además, el dólar ha subido y esto se traduce en que en el peso, entonces, se refleje. Hay un costo más alto que cubrir. Hay fórmulas en la ley [...] que están perfectamente establecidas que hacen que automáticamente, transcurrido un tiempo que se ha detectado esta alza de costo, se refleje en la tarifa. Yo creo que no hay otra solución, desgraciadamente. (7 de octubre de 2019, Andrés Fontane, Ministro de Economía, Fomento y Turismo, *Radio Cooperativa*).

*(E3) Ce qui se passe, c'est que sur ces services se répercute l'évolution des coûts de production des services, par exemple, le combustible. Et malheureusement le prix du combustible a augmenté dans le monde. En plus, le dollar a augmenté et cela se traduit par le fait que ça se reflète sur le peso. Il y a un coût plus élevé qu'il faut couvrir. Il y a des formules dans la loi [...] parfaitement établies qui font qu'automatiquement, après qu'un certain temps s'est écoulé depuis que cette augmentation du coût a été détectée, elle se répercute sur les tarifs. Je pense qu'il n'y a pas d'autre solution, malheureusement. (7 octobre 2019, Andrés Fontane, Ministre de l'Économie, du développement et du Tourisme, *Radio Cooperativa*).*

L'intervention du Ministre pourrait être paraphrasée par *l'augmentation des marchandises du système a provoqué l'augmentation des tarifs*. En termes sémantiques, le discours E3 configure une entité qui, d'un côté, combat le programme P4, c'est-à-dire conteste la critique qui rend le gouvernement responsable de l'augmentation du prix des transports et, d'un autre côté, réactive le programme inaugural du conflit, PC1, qui exempte le gouvernement de la responsabilité de l'augmentation : « Je pense qu'il n'y a pas d'autre solution », selon les termes du ministre. Cependant, sa mise en production se fait ici au moyen d'une opération discursive d'investissement, identifiable par la tournure modale « je pense que », alors qu'il était initialement mis en production par une naturalisation. La prise en compte de cette variation permet de rendre perceptible le changement dans la participation du gouvernement à ce conflit. Si le gouvernement endossait initialement le rôle d'exécutant d'une mesure produite en dehors de son champ décisionnel, le changement d'opération discursive, en revanche, le place en acteur direct du conflit. Cette situation montre l'efficacité que le programme P4 a acquise dans l'espace sémantique, en parvenant à déstabiliser le programme PC1 par la modification de l'opération discursive initiale, en passant de sa naturalisation à un investissement. De cette manière, nous pouvons dire que E3 combat P4 [action du gouvernement → les coûts du système des transports ont augmenté] et investit PC1, que nous schématisons {le gouvernement n'est pas responsable de l'augmentation du prix des transports publics}. On peut ainsi observer une situation paradoxale avec nouvelle mise en production du programme PC1, par le biais du discours E3. Sa mise en production, ainsi que le

rejet de la proposition activée par le programme P4, c'est-à-dire la limitation de sa puissance d'agir par l'opération discursive de combat, provoque l'augmentation de sa productivité. Par conséquent, le gouvernement, parce qu'il prend position dans le conflit, entre de plein pied sur un terrain dans lequel il a son mot à dire sur les raisons qui ont provoqué l'augmentation du prix des transports ; il place sa propre responsabilité au centre du conflit.

Une fois les programmes PC1 et P4 installés, on peut visualiser une première étape dans laquelle se structure l'expansion de l'espace sémantique du conflit. Ce mécanisme, que nous proposons appeler *déplacement*, fait que les entités qui ont ouvert l'espace sémantique du conflit (contenues dans le programme complexe PC1) perdent leur influence comme foyer de productivité discursive. C'est par cette formule que nous comprenons que le conflit aura, dès lors, moins de chance de « trouver une issue » par la voie de ses considérations technocratiques. En ce sens, l'apparition du programme P4 ouvre une nouvelle puissance discursive dans laquelle le gouvernement, en tant que partie du conflit, devra déployer de nouveaux efforts pour appliquer la mesure ou, en dernière instance, faire appel à des mécanismes alternatifs pour construire une sortie du conflit. À partir de ce moment, des discours antagonistes commencent à agir sur l'espace sémantique de ce conflit.

En somme, le programme P4 a placé au centre du débat la responsabilité du gouvernement dans l'augmentation du prix des transports, ouvrant la voie à l'apparition de positions antagoniques vis-à-vis des causes et des responsables du conflit. Selon notre lecture, le mécanisme de déplacement et son effet sur l'apparition de positions antagoniques transforment la dynamique du conflit.

4. Assemblage de l'espace sémantique

Comme nous l'avons signalé, le débat sur la responsabilité du gouvernement dans l'augmentation du prix des transports a fait évoluer l'espace sémantique du conflit vers un terrain ouvertement antagonique. Par la suite, nous verrons que cet antagonisme a participé à l'intensification du conflit, lorsque des lycéens ont commencé à recourir à la désobéissance civile, appelant à ne pas payer les transports, avec la consigne : “¡Evadir, no pagar, otra forma de luchar!” / « *Frauder, ne pas payer, une autre manière de lutter !* ». Ce type d'action a engendré l'assemblage des entités sémantiques que nous avons déjà identifiées avec d'autres zones de signification.

Pour illustrer ce mécanisme, nous allons présenter deux groupes de discours, qui établissent deux domaines dans lesquels il est possible d'observer la dynamique d'assemblage sémantique que génère l'augmentation du prix des transports publics après les manifestations étudiantes : la sécurité publique et les conséquences sociales de l'application de la mesure. L'exemple E4 a été prononcé par Sebastián Piñera, qui était alors Président de la République ; l'exemple E5 a été prononcé par le député Gabriel Boric. Ces deux énoncés, en faisant référence à la relation entre le thème central du conflit –l'augmentation du prix des transports– et la sécurité publique, présentent les manifestations soit comme un acte de délinquance, soit comme une forme légitime de contestation.

(E4) El metro es vital para todos los habitantes de la Región Metropolitana. Este afán de todo esto no es protesta, es delincuencia. Todos tenemos derecho a expresarnos pero no a destruir [...] Quienes han agredido a Carabineros y destruyeron, van a tener que enfrentar la justicia. (18 de octubre de 2019, Sebastián Piñera, Presidente de la República, *Diario La Tercera*).

(E4) Le métro est vital pour tous les habitants de la Région Métropolitaine. Cette exaltation face à tout ça n'est pas une contestation, mais de la délinquance. Nous avons tous le droit de nous exprimer, mais pas de détruire. [...] Ceux qui ont agressé des membres des forces de l'ordre et commis des actes de destruction vont devoir être confronté à la justice. (Sebastián Piñera, Président de la République. (18 octobre 2019, Sebastián Piñera, Président de la République, Diario La Tercera).

(E5) Las evasiones me parecen una forma de protesta, al ser colectivas, y cuando es pacífica me parece que es legítima (19 de octubre de 2019, Gabriel Boric, Diputado, *Radio Universo*).

(E5) Je perçois les fraudes comme une forme de protestation, parce qu'elles sont collectives, et lorsqu'elle est pacifique elle me semble légitime. (19 octobre 2019, Gabriel Boric, Député, Radio Universo).

E4 et E5 configurent une relation antagonique qui, par le lien entre l'augmentation du prix des transports et les manifestations estudiantines, prend position vis-à-vis de la légitimité des manifestations. Tout indique dans le discours E4 que la qualification des manifestations est dépréciative, par leur association à des actes de délinquance : « Cette exaltation face à tout ça n'est pas une contestation, mais de la délinquance ». Au contraire, l'orientation de E5 semble être revendicative, par la caractérisation de la contestation comme « légitime ». De ce fait, on peut supposer que les deux énoncés effectuent un certain type de travail sur les programmes suivants :

(P5) [NEG les étudiants manifestent pacifiquement → ils sont délinquants]
(P6) [les étudiants manifestent pacifiquement → les manifestations sont légitimes]

On observe, de cette manière, que le discours nie la nature pacifique des manifestations d'étudiants, leur action étant qualifiée d'acte de délinquance ; c'est ce que l'on retrouve dans le programme P5 (négation symbolisée par NEG⁶). Au contraire, le programme P6, en présentant les actions des étudiants comme légitimes parce que survenant dans le cadre de ce qui est acceptable, configure une relation de solidarité avec le programme P4, c'est-à-dire qu'ils se renforcent mutuellement, et que les énoncés qu'ils engendrent sont compatibles. Les deux programmes P5 et P6 configurent une zone de conflictualité nouvelle, qui étend son espace d'influence depuis les causes et la responsabilité de la décision jusqu'à la légitimité des manifestations, rassemblant l'augmentation du prix des transports avec la question de la sécurité publique.

Et encore, la dynamique expansive étend son influence à un second nœud de connexion, associé aux effets sociaux de l'application de la mesure. De même que ce qui a eu lieu avec les discours antérieurs, on peut observer comment l'augmentation du prix des transports s'étend vers de nouvelles relations antagoniques. Cette fois, cette extension s'effectue par le biais d'interventions qui mettent l'accent soit sur la baisse de la qualité des services, dans le cas où la mesure ne serait pas appliquée, soit sur les effets sociaux qui affectent les catégories sociales économiquement les plus vulnérables. Les deux aspects du conflit peuvent être observés dans les discours E6 et E7, que nous présentons ici :

(E6) La alternativa sería no reflejar la alza de costos y degradar la calidad del servicio, lo cual perjudicaría mucho más a las personas. (7 de octubre de 2019, Andrés Fontaine, Ministro de Economía. *Radio Cooperativa*)

(E6) *L'alternative serait de ne pas répercuter la hausse des prix et de dégrader la qualité des services, ce qui affecterait beaucoup plus les personnes. (7 octobre 2019, Andrés Fontaine, Ministre de l'Économie. Radio Cooperativa.)*

(E7) ¿En serio la discusión para las autoridades es si van a poner tres o cinco candados en la puerta del Metro, o si mandarán 10 o 15 carabineros? ¿No ven la desesperación de una familia que gana el salario mínimo (\$ 301 mil) y que gasta \$ 33.500 al mes para ir al trabajo? (17 de octubre de 2019, Beatriz Sánchez, ex-candidata presidencial, *La Tercera*)

(E7) *Sérieusement, la question, pour les autorités, est de savoir s'ils vont mettre trois ou cinq cadenas sur les grilles du métro, ou s'ils vont envoyer dix ou quinze CRS ? Ne voient-ils pas le*

6 À propos de NEG, voir l'introduction générale à ce numéro.

désespoir des familles qui gagnent le salaire minimum (\$ 301 mil) et qui dépensent \$ 33.500 par mois pour se rendre au travail ? (17 octobre 2019, Beatriz Sánchez, ex-candidate à l'élection présidentielle, La Tercera.)

Ainsi, les discours E6 et E7 montrent l'ouverture d'une zone de conflictualité par l'association de l'augmentation du prix des transports aux effets sociaux de la mesure. En ce sens, on observe que l'intervention E6 prend en compte la dimension du bien-être en présentant les effets sociaux négatifs de la non application de la hausse du prix : « dégrader la qualité des services, ce qui affecterait beaucoup plus les personnes. » En revanche, l'intervention E7 se concentre sur les groupes qui vont être directement affectés par la décision : « Ne voient-ils pas le désespoir des familles qui gagnent le salaire minimum (\$ 301 mil) ? » Ces fragments discursifs mobilisent les programmes suivants :

(P7) [augmentation du prix → NEG dégrader la qualité des services]

(P8) [il y a des problèmes sociaux urgents → le gouvernement se préoccupe de questions non essentielles]

On peut ainsi percevoir le changement de répertoire discursif que définit l'espace sémantique du conflit après les manifestations étudiantes. Avec les programmes P5, P6, P7 et P8 actifs dans l'espace sémantique, nous pouvons accéder à une seconde étape dans la dynamique de son expansion. Nous considérons que cette dynamique est générée à partir d'un mécanisme que l'on pourrait nommer *assemblage*, qui étend ici l'espace sémantique du conflit vers les thèmes de la sécurité publique et des effets sociaux de l'application ou non de la mesure, générant une porosité et une contagion entre les deux situations du conflit. Le mécanisme d'assemblage établit des relations entre les espaces sémantiques de différents conflits. Dans ce cas, le mécanisme permet l'émergence d'autres « issues » possibles au conflit.

En effet, nous avons vu que le programme complexe PC1 est orienté vers la sortie du conflit, par la mise en production d'arguments techniques qui place le gouvernement à l'écart de la décision. Cependant, cette possibilité a clairement été inefficace pour soutenir en elle-même la mesure d'augmentation du prix des transports. Lorsque le gouvernement est passé de spectateur à acteur du conflit, certaines nouvelles voies de sorties possibles du conflit ont commencé à circuler dans les discours. Ces nouvelles voies promouvaient, d'un côté, l'application de la mesure, cette fois sous le prétexte que les formes de contestation menées par les étudiants étaient illégales (E9), et de l'autre côté, la possibilité de revenir sur la décision en considérant les actions des étudiants

comme légitimes. Les discours E8 et E9, que nous présentons ici, rendent compte de cette situation :

(E8) Bajar los pasajes no es una discusión que tenga que surgir del nivel de violencia que hemos visto. (18 de octubre, Gloria Hutt, Ministra de Transportes y Telecomunicaciones, *La Tercera*).

(E8) La baisse du prix des titres de transport n'est pas une discussion qui doit émerger du niveau de violence auquel on a assisté. (18 octobre, Gloria Hutt, Ministre des Transports et des Télécommunications, La Tercera.)

(E9) Como Frente Amplio llamamos al Gobierno y al Presidente Sebastián Piñera a revertir el alza del pasaje ya, y a no criminalizar la protesta social. No son delincuentes quienes han evadido, son estudiantes y familias cansadas de abusos. Diálogo ahora, no más represión. (18 de octubre de 2019, Gabriel Boric, Diputado, *Radio Agricultura*.)

(E9) Nous, le Frente Amplio, nous appelons le gouvernement et le Président Sebastián Piñera à revenir sur la hausse du titre de transport dès à présent, et à ne pas criminaliser la contestation sociale. Ce ne sont pas des délinquants qui ont fraudé, ce sont des étudiants et des familles fatigués par les abus. Du dialogue, tout de suite, et non plus de répression. (18 octobre 2019, Gabriel Boric, Député, Radio Agricultura.)

On peut signaler que les discours E8 et E9 configurent deux programmes antagoniques qui placent au centre de la discussion la possibilité d'annuler ou d'appliquer la mesure de l'augmentation du prix des transports. Les deux programmes, tout comme les programmes P8 et P9, entretiennent une relation de tension et ont pour caractéristique de tendre à donner une certaine visibilité à l'assemblage entre les espaces sémantiques de l'augmentation du prix des transports et de la sécurité publique, et des effets sociaux de la mesure. Ces deux programmes sont les suivants :

(P9) [NEG contestations légitimes → NEG annuler la décision]

(P10) [contestations légitimes → revenir sur la décision]

Comme nous l'avons indiqué, à partir de ces programmes, nous pouvons repérer le lien existant entre l'augmentation du prix des transports et les zones de conflictualité que s'y sont associées. En ce sens, mobiliser les possibilités de sortie du conflit nous permet d'observer plus clairement les relations de solidarité ou de tension qui sont générées à partir de la mise en production de chacun des programmes qui forment partie de l'espace sémantique du conflit.

Nous pouvons signaler que, dans cette phase du conflit, nous rencontrons deux séquences solidaires. Ces séquences provoquent une augmentation du degré de stabilisation des programmes

avec lesquels elles se solidarisent. La première séquence solidaire s'oriente vers l'application de l'augmentation du prix des transports et se compose des programmes qui constituent PC1, {le gouvernement n'est pas responsable de l'augmentation du prix des transports publics}, de P5 [NEG les étudiants manifestent pacifiquement → ce sont des délinquants], de P7 [augmentation du prix → NEG dégrader la qualité des services] et de P9 [NEG contestations légitimes → NEG annuler la décision].

En revanche, la seconde séquence solidaire qui, à la différence de la première, est opposée à la décision de l'augmentation du prix des transports, est constituée des programmes P4 [action du gouvernement → les coûts du système des transports ont augmenté], P6 [les étudiants manifestent pacifiquement → les manifestations sont légitimes], P8 [il y a des problèmes sociaux urgents → le gouvernement se préoccupe de questions non essentielles] et P10 [contestations légitimes → revenir sur la décision].

Cependant, comme nous l'avons indiqué plus haut, il est aussi possible de voir une relation de tension entre certaines séquences de programmes présents dans l'espace sémantique du conflit. D'un côté, les programmes PC1, P5, P7 et P9, orientés à mener au bout la mesure de l'augmentation du prix des transports, et d'un autre côté, les programmes P4, P6, P8 et P10 qui s'orientent vers une opposition à cette augmentation. On peut dire que ces séquences sont en tension parce que n'importe quelle tentative de stabilisation de l'un des programmes de cette séquence impliquerait la déstabilisation des programmes de la séquence adverse, et réciproquement. Autrement dit, ces deux séquences fonctionnent comme des foyers de productions de discours incompatibles.

Nous soutenons que le mécanisme d'assemblage génère un élargissement de l'espace sémantique du conflit, mais que sa mise en fonctionnement est possible à la condition préalable de déplacer la responsabilité gouvernementale dans l'augmentation du prix des transports vers le cœur de la discussion. De ce fait, il est possible d'affirmer que le mécanisme de déplacement a été ici une condition de possibilité du mécanisme d'assemblage. Cette situation a été rendue possible lorsque le programme PC1 a été déstabilisé par le programme P4 et déplacé du centre de productivité discursive du conflit. De plus, l'apparition de différentes possibilités de « sortie » du conflit ont fait surgir des relations de solidarité et de tension entre les différentes puissances discursives qui

circulent dans l'espace sémantique, configurant un réseau de zones de conflictualité et d'espaces de signification produits par le conflit.

5. Expansion de l'espace sémantique

Dans la phase du conflit que nous allons étudier à présent, on observe une augmentation de l'intensité des assemblages avec d'autres espaces sémantiques (sécurité publique et effets sociaux de la mesure), faisant évoluer le conflit jusqu'à ce qu'il se répande à la totalité de l'espace sociopolitique chilien. Ces assemblages se configurent à partir de liens qui existent déjà, rendant visibles des configurations antagoniques sous-jacentes à la surface de la sphère publique, et donnant lieu à des discussions qui impliquent une reformulation globale du modèle sociopolitique. À partir de cette situation, la possibilité d'annuler la décision, qui a circulé au moment où les espaces politiques se sont assemblés devient, à ce moment du conflit, presque absurde.

Nous allons à présent observer deux moments différents. Dans le premier, par le biais des fragments discursifs E10 et E11, nous montrerons l'expansion de l'espace sémantique du conflit à la globalité de l'espace sociopolitique, par un premier lien avec l'espace sémantique de la sécurité publique et par un second lien avec celui des effets sociaux de la mise en œuvre de la mesure. Dans le second moment, par le biais du discours E12, nous pourrions mettre en évidence l'expansion de l'espace sémantique en considérant la tentative de « sortie » du conflit par la principale autorité du pays, qui prouve l'inutilité d'une solution qui consiste à annuler la décision, alors que le conflit est déjà étendu à l'ensemble du système sociopolitique.

(E10) Hemos presentado querrelas por Ley de Seguridad del Estado que establece penas muy severas. [...] Son hechos de vandalismo que están ejecutados por grupos organizados. [...] Son momentos de definiciones, de tomar opciones. Llamo a los compatriotas a unírnos contra la violencia y el vandalismo. A que trabajemos juntos por la tranquilidad y el orden público. Las diferencias deben ser resueltas por los caminos de la paz. (18 de octubre de 2019, Andrés Chadwick, Ministro del Interior, *Radio Universidad de Chile*).

(E10) Nous avons lancé des procédures judiciaires en application de la Loi de Sécurité de l'État qui établit des peines très sévères. [...] Ce sont des actes de vandalisme qui sont commis par des groupes organisés. [...] Ce sont des moments pour se définir, pour prendre position. J'appelle nos compatriotes à s'unir contre la violence et le vandalisme. À ce que nous travaillions ensemble pour la tranquillité et l'ordre public. Les différences doivent être résolues par les voies

pacifiques. (18 octobre 2019, Andrés Chadwick, Ministre de l'Intérieur, Radio Universidad de Chile).

(E11) La tarifa del Metro es solo la punta del iceberg que tienen que ver con abusos mucho más profundos y que datan hace mucho tiempo. [...] Eso es lo que está reclamando la gente y en esa línea divisoria el Frente Amplio se pone a disposición de la gente en Chile. (17 de octubre de 2019, Beatriz Sánchez, ex candidata presidencial, *La Tercera*).

(E11) Le prix du métro est seulement la partie émergée de l'iceberg qui a à voir avec des abus beaucoup plus profonds et qui remontent à loin. [...] C'est ce que sont en train de réclamer les gens et sur cette ligne démarcative le Frente Amplio se met à disposition des gens au Chili. (17 octobre 2019, Beatriz Sánchez, ex-candidate à l'élection présidentielle, La Tercera).

Les discours E10 et E11, tout comme ce qui a eu lieu avec le mécanisme d'assemblage, relie le conflit aux thèmes de la sécurité publique et des effets sociaux de la mesure. Cependant, ce lien s'étend non seulement à une aire d'influence particulière mais affecte aussi l'ensemble de l'espace sociopolitique. En particulier, il est possible de constater la continuité du parcours expansif du thème de la sécurité publique à partir des déclarations du Ministre de l'Intérieur (discours E10) et de l'annonce au recours, par le Secrétaire d'État, à la Loi de la Sécurité de l'État. Cette loi, exceptionnellement utilisée par le gouvernement, classe différents types de délits pour qui attente à la souveraineté nationale. De ce fait, son évocation place le conflit à un niveau maximal d'antagonisme, par la qualification des actions de ceux qui manifestent de « vandalisme », « exécutées par des groupes organisés ». Il se forme ainsi une espèce de déclaration de guerre contre les manifestants, repérable dans l'appel à « l'union » prononcé par le ministre : « J'appelle nos compatriotes à s'unir contre la violence et le vandalisme ». Cette situation favorise l'expansion du conflit à l'ensemble de l'espace sémantique. Il est aussi possible, à partir du discours E11, de reconnaître le mécanisme d'expansion, en considérant l'augmentation du prix des transports publics comme « la partie émergée de l'iceberg » d'un système qui montre « des abus beaucoup plus profonds et qui remontent à loin », selon la déclaration du député Boric.

Par conséquent, l'espace sémantique du conflit n'est plus délimité par les raisons et les responsabilités de l'augmentation du prix des transports, comme au moment où ont été installés les programmes initiaux ; il n'est plus délimité par les zones de connexion avec d'autres espaces sémantiques comme au moment du surgissement des mécanismes d'assemblage. À présent, le conflit évolue vers un problème de sécurité nationale et d'accumulation d'abus de longue date, qui

rendent compte de sa gravité et de ses conséquences globales. Les discours E10 et E11 mettent en fonctionnement les programmes suivants :

(P11) [NEG manifestations légitimes → problèmes de sécurité nationale]

(P12) [problèmes structurels du modèle chilien → manifestations]

En ce sens, on peut voir, par le biais des programmes P11 et P12, un espace sémantique dynamique et en pleine expansion, qui acquiert une plus grande intensité que nous l'avions observé auparavant. Cette situation montre les effets du lien établi entre l'augmentation du prix des transports publics et les revendications qui englobent la totalité du système.

Ainsi, lorsque ces revendications ont commencé à multiplier les assemblages entre espaces sémantiques, elles ont eu pour effet de faire réagir le gouvernement en annulant la décision.

Enfin, par le biais de l'intervention E12, le Président de la République, Sebastián Piñera, a annoncé le 19 octobre la suspension officielle de l'augmentation du prix des transports publics dans la ville de Santiago. Dans un contexte différent, cet événement aurait constitué un moment important du conflit mais, parce qu'il est apparu en plein processus d'expansion de l'espace sémantique, il n'a eu aucun impact.

(E12) He escuchado con humildad la voz de mis compatriotas y no tendré miedo a seguir escuchando esa voz. Vamos a suspender el alza de los pasajes del Metro. (19 de octubre de 2019, Sebastián Piñera, Presidente de la República, *La Tercera*.)

(E12) J'ai écouté avec humilité la voix de mes compatriotes et je n'aurai pas peur de continuer à écouter cette voix. Nous allons suspendre la hausse du prix des tickets de métro. (19 octobre 2019, Sebastián Piñera, Président de la République, *La Tercera*.)

Conclusion

En somme, par l'évolution de l'espace sémantique du conflit, on observe une série de mécanismes qui provoquent une augmentation graduelle de sa portée, reliée au déplacement du thème initial du conflit et à son assemblage avec d'autres espaces sémantiques, ceux de la sécurité publique et des effets sociaux de l'application de la mesure. Ces assemblages atteignent une telle intensité que le conflit finit par découler sur un questionnement généralisé du système ; le conflit autour de l'augmentation du prix des transports publics apparaît alors comme un symptôme de la réalité du

modèle social chilien. On peut dire que l'espace sémantique du conflit autour de l'augmentation du prix des transports publics se caractérise par sa dynamique expansive. Cette dynamique s'exprime par le déploiement d'une série de mécanismes sémantiques (déplacement et assemblage) qui ont fait évoluer la décision d'augmenter les prix, initialement basée sur des arguments techniques, vers son annulation, alors sentie comme presque absurde, étant donnée l'extension déjà à l'œuvre du conflit à l'ensemble de l'espace sociopolitique.

Références bibliographiques

- ANSCOMBRE, J.-C. & DUCROT, O. 1994. *La argumentación en la lengua*. Madrid, Gredos.
- ARAUJO, K. 2019. *Hilos Tensados. Para leer el Octubre Chileno*, Colección IDEA/Editorial USACH.
- CAMUS, Z. & LESCANO, A. 2019. « Polyphonie et modes d'intervention discursive À propos de la description sémantique des situations politiques conflictuelles. », *Antares: Letras y Humanidades*, p. 24-52.
- CAMUS, Z. & LESCANO, A. 2021. « Sémantique argumentative et conflictualité politique: le concept de programme », *Cours de Sémantique Argumentative*, Pedro e João editores, p. 401-414.
- CAMUS, Z. 2020. *Pour une description sémantique des assemblées politiques et citoyennes : le cas de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout*, Thèse de doctorat, EHESS. Paris.
- CAMUS, Z. 2022. “Estabilización y desestabilización en la interacciones políticas: el caso de una asamblea de Marinaleda”, Z. Camus (éd.) *Discurso, lenguaje y sociedad: la dimensión social del discurso y su carácter pragmático*, Colección Lingüística de la Editorial de la Universidad de Sevilla, en prensa.
- FOUCAULT, M. [1969] 2005. *La arqueología del saber*. Ciudad de México, Siglo XXI.
- GARRETÓN, M. A. & GARRETÓN, R. 2010. “La democracia incompleta en Chile: la realidad tras los rankings internacionales”, *Revista de Ciencia Política*, p. 115-148.
- LESCANO, A. 2015. “El signo de polémica. Elementos de la polémica argentina en torno a Alberto Nisman”, *Temas del seminario*, 35, p.173-215.
- LESCANO, A. 2017. « Prendre position. Une approche sémantique des conflits publics », *Conexão Letras*, p. 73-94.
- LESCANO, A. 2021. *Prologomènes à une sémantique des conflits sociaux*, Université Paris-Sorbonne.
- MOUFFE, C. 2007. *En torno a lo político*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD). 1998. Informe de Desarrollo Humano en Chile: Las paradojas de la modernización. Santiago: PNUD.
- PÊCHEUX, M. 1975. *Les vérités de La Palice*. Paris: Maspero.
- RANCIÈRE, J. 1996. *El desacuerdo*. Buenos Aires: Ediciones Nueva Visión.
- RUIZ, C. 2020. *Octubre Chileno, la irrupción de un nuevo pueblo*. Santiago: Penguin Random

House Grupo Editorial Chile.

ŽIŽEK, S. 2008. *En defensa de la intolerancia*. Madrid: Sequitur.